

Chine/Japon : redéfinir les termes de la coexistence

Céline Pajon

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2021/2 Été**, PAGES 15 À 26

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037303080

DOI 10.3917/pe.212.0015

Date de mise en ligne : 09/06/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2021-2-page-15?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Chine/Japon : redéfinir les termes de la coexistence

Par Céline Pajon

Céline Pajon est chercheuse, responsable des activités Japon au Centre Asie de l'Ifri.

Face à la Chine, le Japon adopte une posture ménageant sa coopération économique avec Pékin, assurant la dissuasion de ses stratégies agressives, et sa sécurité économique globale : sécurisation des approvisionnements, autonomie du développement technologique... L'alliance nippo-américaine, renforcée et articulée à des accords régionaux, vise à former un contrepoids systémique à la Chine. Le raidissement des relations américano-chinoises pourrait rendre la posture d'équilibre de Tokyo plus difficile à tenir.

politique étrangère

Le Japon est en première ligne face à la Chine. Les voisins s'opposent sur des différends historiques et territoriaux, mais sont aussi liés par une interdépendance économique significative. La montée en puissance de Pékin, aux accents revanchistes de plus en plus assumés, place donc Tokyo en position de grande vulnérabilité. Pour répondre au mieux aux défis posés par la Chine, le Japon a adopté depuis les années 2010 une approche plurielle, fondée sur trois piliers : la dissuasion, le contrepoids, et l'engagement conditionné¹. Toutefois, l'assertivité de la Chine en 2020, et le durcissement de la rivalité stratégique sino-américaine, rendent l'exercice d'équilibre encore plus délicat.

Tokyo n'a d'autre choix que de rester arrimé au camp américain, tout en s'efforçant de maintenir des relations stables et fonctionnelles avec Pékin². Il doit donc constamment louvoyer entre coopération et compétition³, pour préserver ses intérêts. Dès lors, le Japon s'efforce de définir

1. C. Pajon, « Le Japon d'Abe face à la Chine de Xi : de la paix froide à la guerre chaude ? », *Politique étrangère*, vol. 79, n° 2, 2014, disponible sur : www.cairn.info.

2. H. Akita, « US-China Confrontation and Japan's Future Course », *AJISS Commentary*, n° 278, 25 octobre 2019.

3. A. Takahara, « We Must Compete and Co-Operate with China at the Same Time », *The Sidney Morning Herald*, 14 avril 2021, disponible sur : www.smh.com.au.

les conditions d'une coopération contrôlée avec son voisin, et de mettre en place, en coordination étroite avec Washington et ses autres partenaires stratégiques, un cadre d'engagement strict avec Pékin. Il s'appuie sur une posture de dissuasion renforcée en mer de Chine de l'Est, sur une politique de contrepoids étendue aux problématiques géoéconomiques, et sur la mise en place d'une stratégie en matière de sécurité économique visant à protéger les technologies et secteurs critiques, à assurer une meilleure résilience de ses chaînes de valeurs, mais aussi à devenir un pôle d'innovation incontournable.

L'alliance avec les États-Unis joue un rôle central dans cette approche. La position de l'administration Biden, qui tolère une coopération minimale avec la Chine, converge avec celle du gouvernement Suga. Toutefois, l'attention portée aux questions de droits de l'homme par la nouvelle administration américaine et ses fortes attentes vis-à-vis d'alliés comme le Japon mettent Tokyo dans une posture délicate. Le Sommet Suga-Biden du 16 avril 2021 entérine la transformation de l'alliance en un contrepoids systémique à Pékin.

Renforcement de la dissuasion et du contrepoids face à l'expansion maritime chinoise

L'embellie des relations sino-japonaises ouverte en 2018⁴, fondée sur la relance du dialogue économique et autorisée par l'attitude conciliante de Pékin en difficulté face aux pressions américaines, est aujourd'hui largement compromise. Ces dernières années, la Chine a en effet intensifié ses incursions dans les eaux japonaises autour des îles Senkaku, qu'elle revendique sous le nom de Diaoyu. Les patrouilles, opérées par les garde-côtes, suivent une routine rôdée (trois à quatre navires pénètrent dans les eaux territoriales japonaises, trois fois par mois, jusqu'à deux heures chacun), contraignant déjà les Japonais à des efforts soutenus pour garder la maîtrise de la situation. Mais en 2020 un nouveau palier a été franchi, avec des incursions plus fréquentes, plus longues (jusqu'à parfois 40 heures), et surtout plusieurs tentatives d'approcher des bateaux de pêche nippons. Pékin, après avoir banalisé la présence quasi permanente de ses garde-côtes dans les eaux des Senkaku, tente donc d'y exercer des droits de police maritime, dans l'espoir d'entériner une prise de contrôle *de facto*⁵. Dans le même temps, on assiste à la militarisation des garde-côtes chinois, placés depuis

4. S. Shigeta, « Xi and Abe Pledge "New Era" of Cooperation », *Nikkei Asian Review*, 27 octobre 2018, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

5. A. Patalano, « What Is China's Strategy in the Senkaku Islands? », *War on the Rocks*, 10 septembre 2020, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

2018 sous le commandement de la Commission militaire centrale, et autorisés en février 2021 à faire feu sur des bâtiments militaires ou des agences gouvernementales de pays tiers – ce qui a suscité une forte inquiétude au Japon⁶.

En réponse, Tokyo a renforcé sa posture de dissuasion, accroissant ses capacités de surveillance et d'intervention aériennes et maritimes sur son flanc sud-ouest, modernisant ses équipements, approfondissant son alliance avec Washington. Des centaines d'hommes des forces d'auto-défense terrestres ont ainsi été déployés sur les îles Ryūkyū, près des Senkaku. Elles interviendraient en première ligne en cas d'agression, avec des batteries de missiles antinavires (d'abord de type 12 d'une portée de 200 kilomètres (km), puis de type XASM-3 d'une portée de 300 km, déployables en 2023), et des missiles sol-air de type 3 à portée intermédiaire, opérationnels dans les prochaines années⁷. Ces nouvelles capacités visent à dissuader les Chinois de maintenir des bâtiments et des aéronefs près des Senkaku en cas de crise, et par ricochet à rassurer les Américains sur la capacité du Japon à prendre en charge sa propre défense dans la zone.

Renforcement de la posture dissuasive

Au-delà des strictes capacités, le gouvernement réfléchit à modifier les règles d'engagement de ses forces d'autodéfense et à assurer une meilleure coordination avec ses garde-côtes, au profit d'une dissuasion plus efficace, sans pour autant provoquer d'escalade militaire⁸. Tokyo mobilise également son allié américain, en organisant des exercices inter-armes conjoints, pour renforcer la coordination dans des scénarios de crise autour des Senkaku. Le gouvernement Suga a, par ailleurs, reçu la réassurance de l'administration Biden : les Senkaku, a-t-il été réaffirmé à plusieurs reprises, se trouvent bien placées sous la protection du traité de sécurité bilatéral.

Le renforcement de la dissuasion rejoint une stratégie de contreponds, alors que le Japon promeut une coopération de sécurité régionale à plusieurs niveaux, mêlant partenariats stratégiques, minilatéralisme au sein du Dialogue stratégique quadrilatéral (dit Quad, avec les États-Unis, l'Inde et l'Australie), et une approche plus inclusive dirigée vers les pays

6. « Japan Conveys Concern over China's Coast Guard Law », *NHK World Japan*, 29 mars 2021, disponible sur : www3.nhk.or.jp.

7. « Remote Control: Japan's Evolving Senkaku Strategy », *Asia Maritime Transparency Initiative*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), 29 juillet 2020, disponible sur : <https://amti.csis.org>.

8. M. Kato et J. Kobara, « Japan Weighs Senkaku Options as Chinese Coast Guard Gets New Power », *Nikkei Shimbun*, 2 avril 2021, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) et les partenaires européens. Le respect et la défense du droit de la mer et de la liberté de navigation campent au cœur de ces partenariats de sécurité qui, ensemble, visent à décourager l'aventurisme chinois. La stratégie (ou vision) pour un Indo-Pacifique libre et ouvert (Free and Open Indo-Pacific – FOIP), dévoilée par le Premier ministre Shinzo Abe en 2016, constitue non seulement une tentative de contrepoids face à la Chine, mais plus fondamentalement un effort pour façonner un ordre régional autour de normes contraignantes pour Pékin⁹. Cette approche, qui s'appuie sur un récit géopolitique (*grand narrative*) alternatif au projet chinois des Nouvelles routes de la soie, s'est graduellement imposée jusqu'en Europe, fédérant les pays soucieux de prévenir l'émergence d'un ordre sino-centré.

Le départ précipité du Premier ministre Abe en septembre 2020 n'a pas remis en cause l'engagement du Japon en faveur de l'Indo-Pacifique, bien au contraire. Son successeur Yoshihide Suga a, par exemple, appuyé la montée en puissance du Quad, organisant un sommet entre les ministres des Affaires étrangères du groupe en octobre 2020. Très remarquée, la rencontre « en présentiel » en pleine pandémie, a envoyé un signal fort sur l'engagement des quatre partenaires¹⁰. Tokyo a également resserré ses liens avec l'Australie, avec la signature d'un accord d'accès réciproque en novembre 2020, et étendu sa coopération avec les partenaires européens, avec plusieurs exercices navals d'importance avec la France et d'autres partenaires clés en décembre 2020 et avril 2021¹¹, et un premier dialogue 2+2 réunissant les ministres des Affaires étrangères et de la Défense avec l'Allemagne en avril 2021.

Une stratégie de sécurité économique face à la compétition sino-américaine

Le Japon a, ces dernières années, mis en place de manière très proactive une stratégie de contrepoids géoéconomique face à la Chine, avec la signature en 2018 d'accords clés comme le Comprehensive and Progressive Trans-Pacific Partnership (CP-TPP)¹² et son partenariat économique avec l'Union européenne. Ces accords visent à définir les règles du jeu,

9. C. Pajon, « Japan's Indo-Pacific Strategy: Shaping a Hybrid Regional Order », *War on the Rocks*, 18 décembre 2019, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

10. J. Johnson et S. Sugiyama, « Quad Meeting in Tokyo Prizes Symbolism over Substance », *Japan Times*, 7 octobre 2020, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

11. X. Vavasseur, « Japan, USA and France Set for Combined Amphibious Exercise », *Naval News*, 7 décembre 2020, disponible sur : www.navalnews.com ; X. Vavasseur, « Australia France India Japan and the United States Take Part in Exercise La Pérouse », *Naval News*, 6 avril 2021, disponible sur : www.navalnews.com.

12. L'« Accord global et progressif de partenariat transpacifique », également connu sous le nom de TPP-11, est un accord commercial entre l'Australie, le Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam.

et à garantir des normes et standards ambitieux en matière de pratiques commerciales. Tokyo cherche également à promouvoir des normes internationales dans le domaine du financement des infrastructures, ou de la gouvernance des données numériques.

Le Japon déploie enfin une stratégie de sécurité économique sur le plan national, au sein de l'alliance avec Washington, et en coordination avec ses partenaires d'affinité, avec le Quad notamment. Cette approche décline trois grandes priorités : protéger les industries et technologies critiques ; devenir un pôle d'innovation ; accroître la résilience face à Pékin. Ce cadre doit permettre au Japon de préserver une certaine autonomie, alors que la rivalité sino-américaine contraint fortement ses relations économiques avec la Chine, relations auxquelles il ne veut ni ne peut renoncer.

La position japonaise n'est pas alignée sur celle de l'allié américain. Si Tokyo reconnaît l'intérêt et l'urgence de protéger son marché, et de développer des solutions technologiques alternatives pour réduire sa dépendance stratégique à l'égard de la Chine, il ne plaide pas pour un découplage économique total. Il s'agit plutôt d'identifier les secteurs stratégiques, les technologies critiques, et celles qui peuvent être utilisées à des fins militaires pour les protéger des ingérences chinoises, pour y investir afin de conserver l'avantage sur Pékin et pouvoir offrir une alternative aux pays tiers. L'objectif d'une économie moins vulnérable et plus indépendante de la Chine est désormais une priorité politique¹³, portée par le Secrétariat du Conseil de sécurité nationale (NSS) depuis la création en avril 2020 d'une équipe dédiée à la sécurité économique. Dotée d'une vingtaine d'agents, elle a pour mission de coordonner les unités en charge de la sécurité économique mises en place au sein des ministères des Affaires étrangères, de l'Économie, mais aussi de la Défense¹⁴. La sécurité économique constituera enfin l'un des trois grands piliers de la nouvelle Stratégie de sécurité nationale qui doit être rendue publique cette année.

Protéger son marché et ses technologies

Le Japon a pris un certain nombre de mesures pour protéger son marché et ses technologies dans les secteurs stratégiques. Il s'agit d'abord de prévenir les prises de contrôle et intrusions. La loi de protection vis-à-vis des

13. « Recommendations Toward Developing Japan's Economic Security Strategy », Strategic Headquarters on the Creation of a New International Order, Parti libéral-démocrate du Japon, 16 décembre 2020 ; N. Regaud, « L'ambition japonaise d'une stratégie de sécurité économique : une voie à suivre », *Brève stratégique - 20*, Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), 15 avril 2021, disponible sur : www.irsem.fr.

14. A. Igata, « Japan's Burgeoning Economic Security Strategy: Navigating amidst the US-China Competition », *working paper* présenté à la conférence « The EU, Japan and a Fraying International Order », European University Institute, 22 mars 2021, p. 3.

investissements étrangers, votée à l'automne 2019 et qui vise particulièrement Pékin, abaisse de 10 % à 1 % le plafond de prise de participation étrangère dans les entreprises de secteurs considérés comme sensibles. La crise du COVID-19 a conduit à étendre cette disposition à nombre d'entreprises des secteurs pharmaceutique et médical. Au printemps 2021, le gouvernement japonais a par ailleurs fait passer une loi très attendue qui impose le contrôle préalable par les autorités publiques des achats de terrains situés auprès d'installations sensibles, comme les bases militaires japonaises et américaines, ou les centrales nucléaires. Une déclaration préalable à toute acquisition foncière sur les « îles éloignées » sera également obligatoire¹⁵.

De nouvelles normes en matière de cybersécurité ont également été récemment adoptées, pour prévenir les attaques et le vol d'informations¹⁶, et une section dédiée à la Chine va être mise en place au sein du Département de la Police métropolitaine de Tokyo afin de mieux gérer les affaires d'espionnage industriel et de transferts illégaux de hautes technologies et technologies critiques. Le monde universitaire a également été sensibilisé aux nécessaires conditions de la coopération scientifique dans des secteurs sensibles, et des sections de contrôle des exportations ont été mises en place pour empêcher le transfert à l'étranger des technologies nucléaires, radar et autres, susceptibles d'être utilisées à des fins militaires¹⁷.

Enfin, dans le sillage des États-Unis, le Japon a banni dès fin 2018 les fournisseurs présentant des risques de sécurité importants pour son marché 5G et ses infrastructures critiques, excluant *de facto* Huawei – sans toutefois s'attirer les foudres de Pékin¹⁸. Le Japon veut aussi apparaître comme un fournisseur de solutions : les entreprises japonaises NEC et Fujitsu ont été démarchées par le Royaume-Uni pour contribuer à mettre en place son réseau 5G sans technologie chinoise.

15. Y. Tajima et R. Nemoto, « The Spy Next Door: Japan Law Blocks Land Grab Near US Bases and Islands », *Nikkei Shimbun*, 26 mars 2021, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

16. M. Matsubara et D. Mochinaga, « Japan's Cybersecurity Strategy: From the Olympics to the Indo-Pacific », *Asie.Visions*, n° 119, Ifri, février 2021, disponible sur : www.ifri.org.

17. « All National Universities in Japan Now Control Exports of Sensitive Technology », *Japan Times*, 11 août 2020, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

18. M. Duchâtel, « Japan's 5G: a Mirror for Europe », Institut Montaigne, 26 février 2020, disponible sur : www.institutmontaigne.org.

Renforcer la compétitivité et les avantages comparatifs

Le Japon est le troisième fabricant mondial de semi-conducteurs – avec 15 % de la production –, derrière Taïwan (22 %) et la Corée du Sud (21 %), et devant les États-Unis (12 %)¹⁹. Il a un avantage concurrentiel sur les équipements et matériaux pour la fabrication de puces. Cinq de ses entreprises sont en effet inscrites au top 10 des fournisseurs d'équipements, matériaux et technologies de production de semi-conducteurs, représentant sur certains segments précis près de 90 % du marché.

Dans ce domaine, Tokyo se positionne comme un pôle d'innovation afin de préserver son avance et de se rendre « stratégiquement indispensable²⁰ » pour ses partenaires. Le gouvernement a ainsi lancé en mars 2021 un projet collaboratif de recherche et développement qui vise à développer les équipements et technologies de production des générations de puces de deux nanomètres et au-delà, projet qui devrait associer le taïwanais TSMC (premier producteur mondial de puces) et l'américain Intel²¹. Tokyo espère également assurer ainsi son propre approvisionnement en puces de dernière génération.

Tokyo se positionne comme un pôle d'innovation

Le Partenariat pour la compétitivité et la résilience (Competitiveness and Resilience, CoRe), annoncé lors du Sommet Biden-Suga du 16 avril 2021, symbolise l'adaptation de l'alliance nippo-américaine au défi systémique de Pékin²². Il encourage la mise en place d'un réseau de communication alternatif face à la Chine pour la 6G (notamment *via* des réseaux d'accès-radio ouverts – Open-RAN), l'innovation dans des secteurs clés pour l'avenir comme les semi-conducteurs, ou encore les biotechnologies. Cet effort se déploie au sein du Quad, avec la mise en place d'un groupe de travail sur les technologies critiques et émergentes²³.

Enfin, pour préparer l'avenir, Tokyo va fonder un *think tank* pour étudier les implications des technologies émergentes comme l'informatique quantique ou l'intelligence artificielle dans le domaine de la sécurité.

19. E. Sugiura et K. Jaewon, « US, Japan and South Korea to Discuss Secure Chip Supply Chain », *Nikkei Shimbun*, 2 avril 2021.

20. « Recommendations Toward Developing Japan's Economic Security Strategy », *op. cit.*, p. 4.

21. S. Goso, « Canon and Tokyo Electron to Join Japan Advanced Chipmaking Project », *Nikkei Shimbun*, 24 mars 2021, disponible sur : www.reuters.com.

22. « Fact Sheet: U.S.-Japan Competitiveness and Resilience (CoRe) Partnership », Maison-Blanche, 16 avril 2021 ; « U.S.- Japan Joint Leaders' Statement: "US-Japan Global Partnership for a New Era" », Maison-Blanche, 16 avril 2021, disponible sur : www.whitehouse.gov.

23. « Quad Leaders' Joint Statement: "The Spirit of the Quad" », Maison-Blanche, 12 mars 2021.

Assurer la résilience de ses chaînes de valeur et de son économie

La pandémie a rappelé la nécessité de renforcer l'autonomie stratégique économique et industrielle nipponne vis-à-vis de la Chine. La dépendance du Japon dans certains secteurs clés comme les équipements sanitaires a créé une pénurie temporaire, et l'arrêt des usines chinoises au début de l'épidémie a conduit à une forte désorganisation des chaînes de production, notamment dans le secteur automobile. Le plan d'urgence voté en avril 2020 a donc mobilisé 2,2 milliards de dollars de subventions, majoritairement consacrés au rapatriement de la production de certaines industries (notamment sanitaires), mais aussi au transfert de certaines productions en Asie du Sud-Est. À ce stade, il s'agit plus d'une initiative de gestion du risque (*hedging*) que d'un réel découplage d'avec la Chine, la proportion des entreprises japonaises concernées par ce mouvement étant marginale²⁴.

La recherche de la résilience est largement coordonnée avec les partenaires du Japon. Tokyo a proposé à Canberra et New Delhi une initiative pour diversifier et sécuriser leurs chaînes de valeurs (Supply Chain Resilience Initiative – SCRI²⁵). Le Japon participe également aux projets de Washington de mettre en place, avec ses alliés, des chaînes de production de semi-conducteurs et d'autres produits stratégiques (terres rares, produits médicaux) moins dépendantes de la Chine²⁶.

Une coopération économique indispensable avec la Chine

Ce cadre multi-niveaux doit permettre au Japon de poursuivre sa coopération économique avec la Chine. Le patronat japonais appelle lui-même au maintien d'une position nuancée, non alignée sur celle des États-Unis, et prenant en compte l'importance du marché chinois pour l'économie japonaise²⁷. De fait, selon une enquête récente de l'Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO), seules 6,7 % des entreprises japonaises opérant en Chine prévoient de réduire leurs activités, et 1 % de les transférer dans un autre pays. *A contrario*, 40 % d'entre elles prévoient d'y étendre dans l'avenir leurs opérations²⁸.

24. En juillet 2020, 57 entreprises sont subventionnées pour rapatrier leurs chaînes de production, 30 autres bénéficient d'aides pour s'installer en Asie du Sud-Est (notamment au Vietnam). 33 000 entreprises japonaises opèrent aujourd'hui en Chine. Voir P. Nadeau, « No, Japan Is Not Decoupling from China », *Tokyo Review*, 5 août 2020, disponible sur : www.tokyoreview.net.

25. « Japan, Australia and India to Launch Supply Chain Initiative », *Bloomberg*, 1^{er} septembre 2020, disponible sur : www.bloomberg.com.

26. T. Hoyama et Y. Nakamura, « US and Allies to Build China-Free Tech Supply Chain », *Nikkei Shimbun*, 24 février 2021, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

27. « Chairman Nakanishi's Statements and Comments at His Press Conference », Keidanren, 22 mars 2021, disponible sur : www.keidanren.or.jp.

28. « 2020 JETRO Survey on Business Conditions of Japanese Companies Operating Overseas (Asia and Oceania) », Japan External Trade Organization (JETRO), 23 décembre 2020, p. 21, disponible sur : www.jetro.go.jp.

De nombreuses entreprises y poursuivent donc leurs investissements, y compris dans des domaines stratégiques. Des fabricants de semi-conducteurs (*wafers*) japonais (Ferrotec et RS) ont ainsi décidé d'étendre leur présence en Chine pour profiter de la vague d'investissements visant à garantir l'autosuffisance chinoise dans ce domaine²⁹. La Chine cherche en effet à accélérer sa propre production de semi-conducteurs, ambitionnant de couvrir elle-même 70 % de ses besoins d'ici à 2025. Pour ce faire, elle a besoin des technologies et équipements japonais³⁰. Ces entreprises nippones ne sont pas encore au niveau pour construire des *wafers* de dernière génération : elles espèrent donc se servir du marché chinois pour monter en gamme et devenir à terme des champions dans leur secteur.

Toyota continue pour sa part d'investir en Chine dans les secteurs des véhicules hybrides ou autonomes, tout en prenant appui sur des marchés complémentaires comme l'Asie du Sud-Est³¹. Les milieux d'affaires semblent prêts à concéder certains transferts de technologie, qui devraient être compensés par des profits susceptibles d'être réinvestis en R&D³². Un véritable découplage sino-américain pourrait pousser par ailleurs certaines entreprises à doubler leur production pour s'adapter aux deux blocs, avec des chaînes de valeurs différenciées. Panasonic a commencé à séparer ses activités incluant des technologies sensibles des autres, avec l'objectif de continuer à s'étendre en Chine pour ces dernières.

Vers un positionnement politique plus tranché ?

Les autorités japonaises sont inquiètes du tour idéologique qu'emprunte la confrontation sino-américaine. Si Tokyo condamne les excès du système autoritaire qui se renforce sous Xi Jinping, il est évidemment invisable pour le Japon de soutenir un quelconque changement de régime qui conduirait à déstabiliser Pékin, ou de susciter des représailles qui auraient des conséquences très graves pour ses intérêts³³. Le Japon a donc

29. H. Ryugen, Y. Fukumoto et T. Hasegawa, « Japan's Silicon Wafer Latecomers Turn to China for Expansion », *Nikkei Shimbun*, 16 mars 2021, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

30. En 2019, Huawei avait ainsi augmenté ses achats auprès de fournisseurs japonais de plus de 50 %. La Chine importe par ailleurs des machines de fabrication de puces japonaises d'occasion. Voir T. Kawakami, « Huawei Says Japan Extremely Important after 50% Rise in Procurement », *Nikkei Shimbun*, 27 août 2020 ; Y. Hiroi, « China Hoards Used Chipmaking Machines to Resist US Pressure », *Nikkei Shimbun*, 28 février 2021, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

31. M. Obe, « Decoupling Denied: Japan Inc Lays its Bets on China », *Nikkei Shimbun*, 10 février 2021, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

32. K. Seguchi, « Why Japanese Firms Are not Withdrawing from China Despite the Spread of COVID-19 », The Canon Institute for Global Studies, 21 janvier 2021, disponible sur : <https://cigs.canon>.

33. H. Akita, « Deepening US-China Strategic Conflict and Japan's Way Forward », *working paper* présenté à la conférence « The EU, Japan and a Fraying International Order », European University Institute, 22 mars 2021.

cherché à externaliser la pression sur la Chine, encourageant ses partenaires américains et européens à maintenir une ligne ferme sur la question des valeurs et des droits de l'homme. Or, cette posture de demandeur comporte également des risques pour Tokyo, qui est attendu par son allié américain sur un soutien sans faille de sa politique chinoise. Le Japon s'est donc retrouvé dans une position inconfortable durant la séquence diplomatique menant au sommet Biden-Suga du 16 avril 2021, cherchant une posture d'équilibre sur la question des sanctions liées aux violations des droits de l'homme au Xinjiang, et son soutien à Taïwan.

Une posture d'équilibre sur les sanctions

Le Japon est traditionnellement mal à l'aise avec les sanctions relatives aux droits de l'homme. Tokyo préfère généralement maintenir le lien avec le régime en cause, quitte à le rappeler à l'ordre, donnant la priorité au dialogue et à la coopération. Alors que Washington et Bruxelles ont imposé des sanctions pour protester contre les violations des droits de l'homme au Xinjiang, Tokyo a pris prétexte de l'absence de mécanisme adéquat pour expliquer son inaction. Pour autant, le Japon a avalisé un langage ferme, faisant état de « sérieuses préoccupations » concernant la situation à Hong Kong et dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, dans les déclarations conjointes publiées à l'issue du sommet 2+2 nippo-américain³⁴ de mars et de la rencontre Biden-Suga.

L'évolution du positionnement japonais sur la question des droits de l'homme est encouragée par l'Alliance parlementaire sur la Chine (Japan Parliamentary Alliance on China, JPAC), groupe transpartisan institué en parallèle de l'Alliance interparlementaire internationale sur la Chine (Interparliamentary Alliance on China, IPAC) en juillet 2020³⁵. La JPAC appelle en effet à l'adoption d'un *Magnitsky Act*, qui permettrait au Japon de sanctionner des individus ou des entités ayant participé à des violations de droits de l'homme. Les entreprises, de leur côté, tendent à faire évoluer leurs positions sous pression des investisseurs et consommateurs³⁶. Kagome, mastodonte du secteur agroalimentaire nippon, a par exemple stoppé ses importations de coulis de tomates provenant du Xinjiang.

34. « Joint Statement of the U.S.-Japan Security Consultative Committee (2+2) », Tokyo, Ministère des Affaires étrangères du Japon, 16 mars 2021, disponible sur : www.mofa.go.jp.

35. A. Igata, « Japan's Burgeoning Economic Security Strategy: Navigating amidst the US-China Competition », *op. cit.*, p. 5.

36. T. Kasai, « Japanese Firms to Reassess Businesses Using Xinjiang Forced Labor », Human Rights Watch, 28 mars 2021, disponible sur : www.hrw.org.

Par ailleurs, les tensions dans le détroit de Taïwan atteignant un nouveau pic, Tokyo s'est trouvé pressé par Washington de clarifier son soutien à Taipei. De fait, les relations avec Taïwan sont très cordiales, mais confidentielles. Tokyo semble aujourd'hui prêt à assumer un appui plus clair, de manière plus ouverte³⁷. La déclaration conjointe rendue publique suite à la rencontre Biden-Suga a ainsi souligné « l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan » et encouragé « le règlement pacifique des problèmes inter-détroit³⁸ ». La dernière (et unique) déclaration nippo-américaine mentionnant Taïwan remontait à 1969 et liait la sécurité du Japon à la stabilité inter-détroit. Cette fois, la formulation est un peu plus en retrait, mais reflète la forte inquiétude des autorités japonaises, qui s'attendent à de prochains coups de force de la part d'une Chine fragilisée par la crise liée au COVID-19 et la compétition avec Washington³⁹. Il s'agit donc là d'un signal politique fort à l'égard de Pékin mais aussi d'une concession à l'allié. En retour, le Japon s'est assuré du soutien américain sur la nécessité de dialoguer avec la Chine et de travailler avec elle sur des « domaines d'intérêt commun⁴⁰ ». Comme attendu, la Chine a condamné ce qu'elle considère comme une ingérence dans ses affaires intérieures, évoquant à demi-mot de possibles représailles⁴¹.

* * *

L'accent porté depuis 2018 sur la coopération économique avec la Chine avait soulevé les critiques des partisans d'une ligne ferme face à Pékin, qui craignaient que Tokyo n'évolue vers une posture trop accommodante. Mais c'est à une reprise en main de l'économie par le gouvernement que l'on assiste – notamment pour les secteurs stratégiques.

La sécurité économique se retrouve donc au cœur d'une stratégie japonaise qui vise à encadrer au maximum sa coopération économique avec la Chine afin d'en assurer la pérennité et la stabilité. Dans le même temps,

37. En février 2021, le Parti libéral démocrate au pouvoir a mis en place un groupe de travail visant à resserrer les relations avec Taïwan, notamment à travers un *Taiwan Relations Act* pour le Japon. Voir T. Mizorogi et M. Kato, « Japan Lawmakers Want Taiwan Relations Act of their Own », *Nikkei Shimbun*, 6 février 2021, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

38. « U.S.-Japan Joint Leaders' Statement: "US-Japan Global Partnership for a New Era" », Maison-Blanche, 16 avril 2021, disponible sur : www.whitehouse.gov.

39. J. Kobara et K. Moriyasu, « Japan Will Turn to Quad in New Cold War: Defense Ministry Think Tank », *Nikkei Shimbun*, 27 mars 2021, disponible sur : <https://asia.nikkei.com>.

40. « U.S.-Japan Joint Leaders' Statement: "US-Japan Global Partnership for a New Era" », *op. cit.*

41. « Remarks by Spokesperson of the Chinese Embassy on China-Related Comments in the U.S.-Japan Joint Leaders Statement », ambassade de Chine aux États-Unis, 17 avril 2021, disponible sur : www.china-embassy.org.

la ligne de dissuasion ferme sur le plan sécuritaire est réaffirmée, comme est renforcée la coordination avec les partenaires d'affinité – au premier chef les États-Unis – pour la mise en place d'un ordre régional favorable, contrebalançant et contraignant la Chine.

Cette posture d'équilibre génère inévitablement contradictions et dissensus, tant internes qu'avec les partenaires, qu'il faut gérer par le dialogue et la coordination. Ce positionnement médian, complexe, est à plusieurs égards proche de celui de l'Union européenne face à la rivalité sino-américaine. *In fine*, il interroge sur la capacité à défendre et tenir un positionnement nuancé dans un monde organisé autour d'un duopole de puissances antagonistes.



Mots clés

Japon
Chine
États-Unis
Innovation technologique